Prolétaires de tous les pays, unissez vous!

La Voix des Travailleurs

De Stem van de Arbeiders

n° 50

p.a.f. 0,60 € - **mars 2015**

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Ce n'est pas seulement la Grèce que le grand capital étrangle

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Attaques contre les prépensionnés : division des travailleurs et mensonges

Lundi 9 février, 1 500 manifestants se sont rassemblés à Charleroi pour protester contre les mesures touchant les prépensionnés. Manifestation suivie de plusieurs rassemblements devant les entreprises de la région qui ont eu recours aux prépensions ces dernières années.

En effet, le gouvernement Michel a décidé que tous les prépensionnés qui n'ont pas atteint les 60 ans avant le 31 décembre 2014 seront obligés d'être disponibles sur le marché du travail. Ils devront se réinscrire comme demandeurs d'emploi, se soumettre au contrôle de l'ONEM et perdront le droit de séjourner à l'étranger, comme de nombreux prépensionnés d'origine immigrées en avaient l'habitude.

Ford, ArcelorMittal, Carsid, Caterpillar, quelle grande entreprise n'a pas utilisé ces dernières années le système des prépensions pour imposer des suppressions d'emplois ? Les patrons de ces entreprises ont même recouru au chantage, en faisant dépendre des conventions accordant des prépensions de l'acceptation de reculs, de baisse de salaire, de perte de jours de congé, de flexibilité supplémentaire pour ceux qui restent.

Ces manœuvres odieuses, qui cherchent à diviser et utiliser les vieux contre les jeunes, se sont faites avec la complicité des dirigeants des appareils syndicaux, de l'ONEM et des politiciens. En 2007, les ministres Didier Reynders et Sabine Laruelle étaient par exemple venus en personne garantir à la direction d'ArcelorMittal à Liège qu'elle pourrait appliquer ses anciennes conventions de prépensions « favorables » aux prépensionnés pour faire passer son plan de suppression d'emplois. Et encore maintenant, alors que l'arrêté royal rappelant les prépensionnés est publié depuis le 31 décembre, les dirigeants syndicaux chez Delhaize proposent aux travailleurs d'accepter un plan prévoyant des prépensions.

Oui, il serait juste de permettre à ceux qui se sont usés au travail de profiter de la vie tout en embauchant massivement les jeunes qui désespèrent au chômage. Mais pour cela, les travailleurs devront avoir une politique à défendre ensemble : imposer le partage du travail entre tous, pourquoi pas en abaissant la durée de la carrière, et en prenant sur les profits des capitalistes pour assurer à tous un niveau de vie correct.



Pétition en ligne sur le site de la FGTB Métal.
Une bien faible protestation face aux attaques patronales.

Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)
Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Les travailleurs doivent se défendre sur leur propre terrain

Le rappel des prépensionnés à l'obligation de « chercher du travail », contraire aux conventions signées lors des restructurations, le harcèlement des chômeurs et jusqu'à ceux qui s'occupent d'une personne handicapée de leur famille, le saut de l'index maintenant décidé, auquel vont s'ajouter une augmentation de la TVA pas encore entièrement avouée, et le très probable maintien de l'indexation des loyers qui continueront donc à augmenter…

Le ton est donné : rien ne retiendra le patronat et le gouvernement à son service de mettre en œuvre la politique du grand patronat. La protection des plus faibles, chère à bien des membres et électeurs du CD&V, le simple sentiment humain ? Balayés. Des signatures de patrons apposées sous un plan de restructuration pour le départ en prépension d'une partie des travailleurs ? C'était hier, aujourd'hui elles ne comptent plus.

Rien ne tient face à l'avidité de la classe capitaliste déterminée à faire payer les travailleurs, seul moyen pour elle de continuer à faire des profits dans une économie au bord de la récession.

Quant aux efforts des dirigeants syndicaux pour maintenir malgré tout le dialogue avec le patronat et la paix sociale, le patronat s'est assis dessus. En effet, après plus de 2 mois de négociations, toutes les mesures annoncées sont maintenues. Et c'est le 30 décembre, alors que les directions syndicales avaient déclaré la « trêve de Noël », que l'arrêté rappelant les prépensionnés a été signé !

Un délégué d'AGC Automotive se demandait lors du rassemblement des prépensionnés dépités devant l'usine, devant la caméra de la RTBF, comment les patrons allaient faire maintenant pour restructurer les usines ? En effet, les prépensions ont souvent permis aux responsables syndicaux de calmer la colère et d'éviter la grève.

La question est plutôt : comment vont faire les travailleurs ? Alors que les exclusions du chômage se multiplient, même à plus de 60 ans, après souvent de longues années d'un travail usant !

Longtemps, les partis socialistes et les appareils syndicaux ont représenté la voie du compromis avec le patronat. Tous ces compromis obtenus par les négociations ont toujours été en-dessous de ce que les travailleurs auraient obtenu par la lutte. Mais dans le capitalisme en crise, il n'y a plus de compromis qui tienne ! Surtout quand les capitalistes font leurs profits en licenciant, quand il s'agit de faire payer à la population la dette des banquiers, quand les conditions des jeunes régressent comme s'il n'y avait pas eu des décennies de luttes ouvrières

L'exemple de la Grèce le montre. 2,2 millions de Grecs ont voté contre une austérité qui a conduit la population grecque à une véritable catastrophe humanitaire. Le gouvernement élu ne demandait pas la lune, juste de quoi permettre aux plus pauvres de vivre un peu moins mal. Mais la banque centrale européenne et les chefs des gouvernement européens ont signifié aux ministres grecs – et à la population –, en coupant les crédits aux banques grecques, que le droit des banquiers de piller n'importe quel pays passe avant tout. Voilà ce que se prépare à faire le patronat envers les travailleurs en Belgique.

Les défenseurs du compromis à tout prix avec le patronat n'ont plus de solution à proposer aux travailleurs. Les dirigeants socialistes et les dirigeants syndicaux ont détourné le mouvement ouvrier du terrain de la lutte des classes, ils se sont plus préoccupés des intérêts des patrons que de ceux des travailleurs. Ils se discréditent à mesure que le capitalisme accroit la misère, y compris dans les pays riches.

Voter n'a pas suffit pour se faire entendre. Mais les travailleurs grecs n'ont pas encore dit leur dernier mot. Que pourront faire les dirigeants capitalistes le jour où les travailleurs grecs se mettront massivement à occuper les usines et à faire grève, et que leur exemple fera tâche d'huile en Espagne, en Italie, et puis dans le reste de l'Europe, y compris en Allemagne où les travailleurs subissent autant qu'ailleurs la dictature des grands groupes capitalistes, fussent-ils allemands ?

C'est pour ça que face à la classe capitaliste, les travailleurs doivent se préparer à défendre leur peau avec la même détermination que les capitalistes défendent leurs profits. Il faut que les travailleurs contestent leur exploitation. Il faudra qu'ils contestent le pouvoir des riches sur la société.

Les politiques au service des promoteurs immobiliers

Uplace, un projet de centre commercial à Bruxelles qui sera le plus grand du pays, a reçu un avis négatif de tous les secteurs de l'administration flamande : sa localisation près du ring de Bruxelles, va aggraver la saturation du réseau routier parmi les plus engorgés d'Europe. L'accroissement de particules fines dégagées par ce surcroît de trafic se traduira par une augmentation prévisible du nombre d'affections des voies respiratoires et des cancers pour la population de Machelen et Vilvoorde. La concurrence du centre provoquera inévitablement des faillites et des disparitions d'un nombre conséquent de petits et moyens commerces. Et pourtant, le gouvernement flamand a donné son accord !

Comme le fait remarquer l'économiste pro-libéral Paul De Grauwe, l'argent des autorités flamandes sera dépensé non pas pour construire les écoles dont la population a besoin, mais pour aider des promoteurs privés à construire un méga-centre commercial supplémentaire.

Et l'économiste explique que cette décision absurde « d'un monde qui tourne à l'envers (...) est le résultat de la proximité entre les décideurs politiques flamands et les promoteurs immobiliers ». De Grauwe, qui connait bien ce petit monde, décrit comment ils se rencontrent dans les loges VIP des stades de football ou lors d'évènements mondains, comment ils nouent des liens et concluent leurs affaires dans le plus grand mépris de la population.

« … et pour les Wallons, la même chose ! »

Et en Wallonie ? Mons, « la Capitale Européenne de la Culture » a vu sa gare démolie pour faire place à un projet d'une nouvelle gare pour un montant estimé à 250 millions d'euros. Un centre de congrès, un hôtel 4 étoiles, des ensembles d'appartements de standing sont en construction… dans la région la plus pauvre de Belgique. Le bourgmestre Elio Di Rupo (PS) justifie ces dépenses en prétendant attirer des investisseurs et des familles un peu plus aisées qui viendront dépenser leur argent dans le magasin Ikea en construction « ce qui créera des emplois pour les moins qualifiés ». Viendront ? Viendront pas ?

En attendant, le Forem de Mons cherche déjà les candidats prêts à accepter un salaire de 1 200 € par mois pour 38 heures / semaine… samedi compris ! Il est vrai qu'il est plus facile de faire accepter de telles conditions alors que la réforme du chômage du gouvernement Di Rupo prive d'indemnités des milliers de chômeurs de la région.

A Charleroi, le bourgmestre Paul Magnette (PS) mène une politique similaire. Pendant qu'il court les salons immobiliers internationaux pour courtiser les promoteurs, sa police et son administration se livrent à une politique d'expulsion de la population pauvre du centre-ville.

Un règlement administratif interdit la mendicité à Charleroi 6 jours sur 7. Et selon l'asbl « Solidarité Nouvelles », 150 personnes auraient été expulsées de leur habitation depuis 2013, après l'intervention de la « cellule urbanisme-logement » de l'administration. Parceque ces logements sont insalubres ? Ne pourraient-ils pas être rénovés ? En tout cas les grues et les bétonneuses s'activent surtout pour la réalisation d'un « pôle commercial » de 35 000 m2, «Rive Gauche», combinant commerces, bureaux, hôtels et appartements…

A Namur, le même groupe capitaliste qui a réalisé le « Centre des Grands Prés » à Mons s'est entendu avec le bourgmestre Maxime Prévôt sur la réalisation d'un centre commercial au square Léopold. Des habitants de la ville ont récoltés 12 000 signatures pour demander un référendum sur le sujet, et malgré une importante campagne médiatique menée par l'équipe du bourgmestre en faveur du projet, le « non » l'a largement emporté. « Mais, dit Maxime Prévot (CDH), ce n'est pas à la population mais aux élus de choisir », et le projet est maintenu.

Les pelles mécaniques qui font place nette dans les centre-ville, enlèvent des parcs, non pour construire les écoles ou les logements dont la population a besoin, mais pour édifier de luxueux centres commerciaux ; les pauvres qui sont chassés des villes, les chômeurs qui sont poussés vers le CPAS, les CPAS et les communes qui licencient leur personnel, les dirigeants politiques qui affichent leur indifférence face aux attentes et aux aspirations de la majorité… quel résumé saisissant de la domination du grand capital sur la vie politique et sociale !

Car ce sont de grands groupes capitalistes, représentant souvent les mêmes banques, les mêmes actionnaires, qui manœuvrent pour soumettre ministres et bourgmestres à leur contrôle et faire avaliser leurs projets.

En Wallonie, est-ce que ces promoteurs immobiliers « rencontrent » les responsables politiques dans les loges luxueuses des stades de foot, « à la flamande », ou les particularismes locaux imposent-ils d'autres coutumes ? Au fond, ces politiciens, flamands comme francophones, qui ont divisé la population au nom de « ce que nous faisons nous-même, nous le faisons mieux », partagent la même soumission devant les privilèges et l'enrichissement démesuré de la classe capitaliste.

Affaire Kubla :

Derrière les corrompus, les corrupteurs !

L'ancien ministre wallon de l'économie, Serge Kubla (MR), a été inculpé pour corruption. Agissant comme intermédiaire pour le compte de Duferco, Kubla aurait remis un acompte de 20 000 € (sur 500 000) à l'épouse d'un ministre congolais, pour faciliter l'implantation du groupe au Congo.

Les révélations de la presse montrent que c'est en tant que ministre wallon de l'économie que Serge Kubla a commencé à se mettre au service de Duferco. Notamment en utilisant la Sogepa pour créer une filiale offshore, la FSIH, pour financer le groupe italo-suisse à l'insu de la Commission européenne.

Après avoir utilisé le gouvernement wallon au profit des entreprises sidérurgiques du Hainaut durant 13 ans, Duferco peut à présent faire des affaires au Congo.

Les capitalistes se comportent de la même manière en Belgique que dans son ancienne colonie : ils achètent les ministres.



Et pour une loi? C'est Combien?

Armand De Decker (MR) ne faisait pas beaucoup usage de sa licence d'avocat, jusqu'à ce que, en 2011, il soit contacté par un cabinet parisien pour résoudre les ennuis judiciaires d'un belgo-kazak, Patokh Chodiev.

Ce magnat de l'aluminium, proche du clan du dictateur kazakh Nazarbaïev, mais qui entretenait à l'occasion des liens avec la maffia ouzbek, était menacé par une inculpation pour « blanchiment d'argent, corruption et association de malfaiteurs » qui aurait dû le conduire en prison.

Mais De Decker n'était pas qu'avocat, il était aussi président du Sénat…

En moins de deux mois, il a réussi à faire voter une loi en extrême urgence par le Parlement et le Sénat, la loi de transaction pénale. Grace à quoi Chodiev a pu mettre fin aux poursuites en payant une amende de 23 millions €.

Suite à ce brillant succès, De Decker a dû, d'après la presse, créer une SPRL pour toucher quelque 500 000 € … de corruption ? Non, de frais d'honoraires bien sûr.





A gauche: Patokh Chodiev, 949ème fortune mondiale avec 1,79 milliards €
A droite: Armand De Decker... son avocat

Professeur De Croo

Alors que les affaires Kubla et De Decker révélaient jusqu'aux tarifs de la démocratie en Belgique, le ministre de la coopération au développement, Alexander De Croo (openVLD) donnait des leçons de morale à 10 000 km, au gouvernement congolais. Il est vrai qu'au Congo, les ministres et président font tirer sur les manifestants ou les mettent en prison plutôt que d'accepter « l'alternance » des élections.

Mais la morale n'a rien à voir là-dedans. En Belgique, les capitalistes donnent directement leurs ordres au gouvernement et à l'opposition qui viendra au gouvernement lors d'une prochaine élection, tandis qu'au Congo l'opposition ne reçoit rien sinon des balles et des places en prison…

HSBC, une respectable institution financière

La banque HSBC est née à Hong Kong, il y a un siècle et demi, à la faveur de la guerre gagnée par les impérialistes anglais sur la Chine en 1860. Des gangsters britanniques avaient flairé la bonne affaire en créant une banque basée sur le trafic d'opium : l'opium provenait d'Inde, était introduit de force en Chine, et les profits étaient rapatriés dans la métropole britannique. Cette banque fit rapidement fortune et se développa dans toute l'Asie.

À partir des années 1980, elle essaima un peu partout dans le monde pour devenir une des toutes premières banques mondiales, la première en Europe. Son siège fut transféré à Londres, quand Hong Kong fut rétrocédé à la Chine. Actuellement, HSBC emploie 270 000 salariés, possède des filiales dans 84 pays, et son portefeuille comporte 60 millions de clients. Le bénéfice de 2013, après impôts et amendes, s'est monté à 16,2 milliards de dollars, soient 14,4 milliards d'euros.

En 2011, HSBC a été accusé par la justice américaine de blanchiment d'argent de la drogue des cartels mexicains et colombiens. Sa filiale mexicaine avait ouvert des guichets qui récoltaient des valises de billets des narcotrafiquants, transportés ensuite par camions blindés ou avions spéciaux vers les USA. Ce trafic s'est perpétué de 2003 à 2010. Lors de la même enquête, des liens d'affaires avec des organisations de soutien au terrorisme avaient été révélés. HSBC a été reconnu coupable de toutes ces accusations. En décembre 2012, la banque a évité un procès en payant une amende, en fait modeste, de 1,9 milliard de dollars.

Toujours aux États-Unis, HSBC a été reconnu coupable, en septembre 2014, d'avoir vendu pendant la crise immobilière, des subprimes et autres emprunts toxiques, en sachant pertinemment ce qu'elle faisait : résultat, encore un accord à l'amiable de 550 millions de dollars et pas de poursuites.

HSBC est également dans le coup des manipulations des taux de référence (Libor, Euribor...) pour les activités financières sur la place boursière de Londres. Avec cinq autres grosses banques, HSBC manipulait les taux de change, pour le profit des six banques dans le coup. Prises la main dans le sac, elles ont dû s'acquitter d'une amende de 4,2 milliards de dollars. Là encore, sans procès.

Article extrait de Lutte Ouvrière



L'Etat appartient aux fraudeurs

Le SPF Finances a refait les calculs : la taxation sur la spéculation financière ne rapportera que 10 millions… au lieu des 100 millions annoncés par le gouvernement Michel. Mais si les 6 milliards € fraudés avec l'aide de HSBC avaient été soumis à l'impôt en Belgique… cela aurait rapporté 450 millions € aux finances publiques !

Les lois ne valent rien quand ceux qui les font… n'ont pas envie de les appliquer.

Pour taxer les riches, les travailleurs doivent les contrôler

3002 très riches ont, à eux seuls, fraudé 6 milliards d'euros au fisc. Et cela n'est qu'une partie de la fraude, car ce ne sont que les chiffres de la seule banque HSBC et de la seule destination suisse. Mais rien que cela est l'équivalent de 133.000 salaires annuels brut de 45.000 euros.

De l'argent, il y en a plein. Mais seuls les travailleurs peuvent forcer les riches à payer, en les obligeant à ouvrir leurs comptes.

Belgium Leaks

En 2013, le gouvernement Di Rupo annonçait la « troisième et dernière » amnistie fiscale pour les fraudeurs voulant se mettre en ordre avec le fisc. Mais « dernière » est entre-temps devenue « permanente ». Deux ans plus tard, en effet, ces « fraudeurs repentis » et leurs avocats fiscalistes, continuent à être reçus par le contrôleur fiscal « pour examiner ensemble les différentes possibilités d'assainissement ». Ils parviennent ainsi à éviter toute poursuite pénale moyennant le payement de l'impôt normalement dû, plus une amende qui leur revient « tout compris » entre 25 et 35 % des montants fraudés. Ce qui veut dire que les fraudeurs payent, amendes comprises, moins d'impôts qu'un ouvrier.

Ce n'est pas seulement la Grèce que le grand capital étrangle

Les tractations entre l'Union européenne et le nouveau gouvernement grec continuent. Mais avant même de les commencer, la Banque centrale européenne a fermé une des deux sources de financement de la Grèce. Le message est on ne peut plus clair.

Les représentants de la grande bourgeoisie qui sont à la tête de la BCE, du FMI et de l'Union Européenne veulent mettre ce pays et son gouvernement à genoux au nom du principe selon lequel « qui a des dettes doit les rembourser ». Avant tout compromis, il faut donc que Tsipras se renie et expie le crime d'avoir laissé croire à la possibilité d'une « annulation de la dette ».

Tsipras ne demande pourtant pas la lune. Il ne parle plus d'annuler la dette grecque, ni même d'en effacer une partie, il veut en étaler les remboursements.

Mais pour la BCE, l'idée que les classes populaires grecques puissent seulement espérer qu'elles n'auront pas à payer les intérêts et les dettes faites par leurs classes privilégiées et par leur Etat est intolérable. Pour la grande bourgeoisie, il est hors de question de remettre en cause la politique d'austérité dont le seul objectif est de vider les poches de la majorité de la population pour alimenter la finance.

Cette déclaration de guerre n'est pas seulement destinée au peuple grec, elle est adressée à tous ceux qui voudraient en finir avec les diktats des banquiers. Il s'agit de faire comprendre aux peuples qui auraient envie d'imiter les Grecs que le temps des sacrifices n'est pas fini.

Les porte-paroles du grand capital que sont le FMI, la BCE et la Commission européenne ont renvoyé la Grèce des décennies en arrière.

Des millions de Grecs ont perdu leur emploi ou une partie de leur salaire, ils ne peuvent plus se loger, se soigner. Et il faudrait encore des licenciements, encore des fermetures de services publics ? Mais qu'est-ce qu'ils cherchent, que les gens meurent dans la rue comme dans nombre de pays pauvres ?

La bourgeoisie fait subir au peuple grec, en plus violent, ce qu'elle fait subir ici aux travailleurs.

Quand pour maintenir son taux de profit, le grand patronat licencie, restructure et ferme des usines, il se moque de ce que deviendront les salariés mis sur le carreau. Il n'a que faire des déficits qu'il creuse quand, pour augmenter les dividendes de ses actionnaires, il ne paye pas d'impôts et obtient de ne plus payer de cotisations sociales. Il n'y en a que pour sa compétitivité et sa rentabilité.

Que les services publics se délitent, que les petites entreprises soient asphyxiées, que l'économie s'enfonce dans le marasme, tant que l'argent rentre dans ses coffres-forts, ce n'est pas un problème pour ce grand patronat.

La bourgeoisie qui domine la finance comme ses représentants à la tête des institutions internationales sont des irresponsables vis-à-vis de la société.

Mario Draghi, aujourd'hui à la tête de la BCE et inflexible vis-à-vis de la Grèce, fut vice-président de la banque Goldman Sachs pour l'Europe. Cette banque, une des principales responsables de la crise financière de 2008, avait maquillé les comptes de l'Etat grec. C'est tout un symbole !

Quant à Jean-Claude Juncker, l'actuel président de la Commission européenne, il fut pendant 18 ans le Premier ministre du Luxembourg, un paradis fiscal qui aida près de 300 multinationales à échapper à l'impôt.

Ces messieurs ferment les yeux sur les coups fourrés des grandes banques du genre HSBC, ils s'arrangent pour que les grands groupes ne payent pas d'impôts mais ce sont eux qui demandent à l'ouvrier grec au chômage d'en payer !

Ce sont eux qui nous font croire que si les Grecs n'arrivent pas à payer la dette, nous serions obligés de payer ! Tout cela est du chantage.

Ces dirigeants, complices de la bourgeoisie, ont un principe simple : il faut que l'argent rentre, que ce soit par l'exploitation, y compris la plus cruelle, ou par la spéculation. Et ce, quand bien même on court droit à la catastrophe avec la menace permanente d'un nouveau krach.

L'économie capitaliste, pour enrichir les plus riches, appauvrit ceux qui travaillent et produisent. Elle est aveugle et irrationnelle.

Dans le cadre de cette économie injuste, complètement folle, les travailleurs ont le droit et le devoir de se battre pour leur peau.

Mais ces luttes contre une classe capitaliste avide et irresponsable sont un éternel recommencement. Le problème fondamental qui se pose à la société, et depuis bien longtemps, est de renverser la dictature de la finance sur le monde, c'est-à-dire renverser le capitalisme. C'est la tâche que devra se fixer la classe exploitée.

La tromperie des pensions privées

Assuralia, la fédération des assureurs de Belgique, demande au gouvernement Michel de baisser le rendement minimum garanti des pensions complémentaires de 3,25% à… 0,4% ! Des journaux flamands ont calculé qu'un jeune travailleur couvert par une assurance du groupe à ce nouveau taux aura perdu des dizaines de milliers d'euros à la fin de sa carrière. De leur côté, les assureurs, comme Ethias, font pression sur les épargnants bénéficiant de formules d'épargne-pension trop intéressantes, tel les comptes First, pour qu'ils acceptent de mettre fin à leur contrat.

Durant des années, les gouvernements ont joué les rabatteurs pour les assureurs en alimentant la peur des salariés de tomber dans la pauvreté à cause des montants très bas des pensions légales. Des lois ont été adoptées pour « garantir des taux minimum » et « des revenus non imposés ». Aujourd'hui, ces lois seront changées sous la pression des assureurs. Et ceux-ci ne veulent même plus garantir aux épargnants un rendement supérieur à l'inflation.

La seule classe sociale qui bénéficie d'une « assurance garantie », ce sont les capitalistes, parce que le profit est garanti par le travail des ouvriers. Mais le capital n'a jamais servi à assurer l'existence des travailleurs !

Des augmentations honteuses

Le gouvernement fédéral, les patrons et les syndicats ont signés un accord sur l'augmentation des pensions les plus basses. En septembre 2015, les pensionnés les plus pauvres recevront une augmentation de 2%, ce qui représente 22 euros par mois dans le cas d'une carrière complète ! Quant aux ménages, ils toucheront 1 435 euros à la place de 1404 euros par mois !

L'argent ainsi versé provient de « l'enveloppe bien-être » du gouvernement. Ce n'est pas 20 euros qui permettront aux pensionnés de connaitre le bien-être !

Chez Mittal, on « remercie » beaucoup

Le PDG d'Arcelor Mittal, Lakshmi Mittal, a empoché pour 2014 une prime dite « de performance » de plus de 1,5 million d'euros, une somme quatre fois supérieure à celle touchée l'année précédente. La performance qu'ont voulu ainsi saluer les actionnaires, c'est la réduction des « pertes » du groupe, ou supposées telles, qui seraient passées de 2,5 milliards en 2013 à 1 milliard.

En 2014, de nombreux salariés de ce groupe ont, eux aussi, été « remerciés »... par un coup de pied au derrière.

Echos des entreprises

Durobor - Soignies

Le mot qui pue l'entourloupe

Marcourt a un nouvel investisseur, Kuypers, Jouret ont un investisseur, tous n'ont que les mots « investir » et « investisseur » à la bouche. Mais pas moyen d'en décider un à « investir » dans une nouvelle paire de bottines de sécurité, ni « d'investir » dans des embauches pour qu'on puisse enfin prendre les congés auxquels on a droit !

Les patrons qu'ils soient privés ou publics ne valent pas mieux les uns que les autres, ils ne songent qu'à leur prochaine combine pour permettre à une poignée de s'enrichir sur le dos des travailleurs et des contribuables.

« Une politique industrielle » ou une politique pour les travailleurs ?

Les travailleurs, pourtant les premiers intéressés, ignorent les détails des négociations entre la direction et le gouvernement wallon. Mais ils savent que depuis des années, les soi-disant patrons se succèdent, engloutissent des millions d'euros de subsides et prennent tout ce qu'ils peuvent sur les salaires, en les diminuant ou en supprimant des emplois.

Ce qui manque aux travailleurs, c'est une politique basée sur cette expérience, pour contester aux patrons le droit de piller les entreprises avec la complicité des ministres. Oui, il faut contrôler les comptes des entreprises et des actionnaires pour défendre nos emplois et nos salaires !

Audi / VW - Forest

Boulimie

Le groupe va distribuer cette année 2,25 milliards d'euros aux actionnaires, dont près de la moitié à la seule famille Porsche-Piëch.

Sans avoir plié le petit doigt, et avec ce seul dividende, cette seule famille de quelques dizaines d'individus empoche ainsi plus d'un milliard : 3 millions d'euros par jour, 125 570 euros par heure, 2 093 euros par minute, dimanches et nuits compris.

On comprend du coup pourquoi il faut toujours courir et que chaque seconde compte ici…